
L'INTERNATIONALISME DE LA CGT EN QUESTION

*David
Noël**

Depuis plusieurs années, l'affiliation de la CGT à la CES et à la CSI ainsi que ses prises de position sur les questions internationales font l'objet d'un vif débat mis en lumière lors du récent congrès de Dijon, alors que les réseaux oppositionnels de la CGT militent pour un retour de la confédération à la Fédération syndicale mondiale. Ces divisions sur les questions internationales aux racines historiques anciennes dessinent deux visions de l'internationalisme et du syndicalisme international.

Mots clés : CGT ; FSI ; ISR ; FSM ; CISL ; CSI ; syndicalisme ; internationalisme ; anti-impérialisme.

La question de l'affiliation internationale de la CGT est au cœur des débats qui traversent la confédération syndicale depuis de nombreux mois. Si ses enjeux échappent largement aux syndiqués de base, les débats sont vifs dans les rangs du plus ancien syndicat français où s'affrontent partisans et adversaires d'un retour de la CGT à la Fédération syndicale mondiale (FSM) que le syndicat avait quittée à la fin de la guerre froide.

À la Confédération générale du travail, il y a des prises de position qui font plus de bruit que d'autres. C'est le cas du communiqué publié par la CGT le 17 août 2020 demandant « l'arrêt des violences et la libération immédiate de tous les syndicalistes au Belarus » et dénonçant la « mascarade électorale » des élections présidentielles du 9 août comme le « pouvoir autoritaire d'Alexandre Loukachenko », qualifié d'« autocrate usé par le pouvoir »¹.

Quelques heures après la publication de ce communiqué, le site du Front syndical de classe, une association fondée en 2009 par des militants de la CGT proches du Pôle de

* Professeur certifié d'histoire-géographie, Doctorant en histoire contemporaine, LIR3S, UMR 7366, université de Bourgogne.

1. « Arrêt des violences et libération immédiate de tous les syndicalistes au Bélarus », 17 août 2020, <<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/arret-des-violences-et-liberation-immEDIATE-de-tous-les-syndicalistes-au-belarus>>.

renaissance communiste en France² (PRCF), publiait un article de l'historien et maître de conférences à l'INALCO Bruno Drweski invitant à « se garder de la propagande et des objectifs de déstabilisation » qui auraient pour but de « casser le modèle social biélorussien » en contraignant la Biélorussie à « accepter une politique de privatisation des fleurons de l'économie biélorussienne au profit des capitalistes russes ou occidentaux »³.

Révéléateur des immenses divergences d'analyse en matière internationale entre la direction confédérale de la CGT et une opposition interne liée aux réseaux communistes « orthodoxes », l'épisode n'est que le dernier d'une longue série.

DIVERGENCES À L'INTERNATIONAL

Ces dernières années, les divergences au sein de la CGT sur les questions internationales, manifestes sur la question biélorusse, se sont multipliées. Elles dessinent le visage d'une CGT divisée sur les modalités de son internationalisme, enjeu symbolique fort mis en avant par plusieurs fractions internes de la CGT pour réclamer une réorientation stratégique du syndicat.

Nous allons résumer à grands traits ces débats à travers l'étude des réactions officielles de la CGT et de celles de ses tendances oppositionnelles sur la question syrienne et la question chinoise qui ont été au cœur de l'actualité récente.

La guerre civile syrienne, sur laquelle nous ne reviendrons pas en détail, débute en mars 2011 avec la répression brutale, par le régime de Bachar el-Assad, de manifestations qui s'inscrivaient dans le contexte du « printemps arabe ». Le mouvement de contestation se mue en une guerre civile qui s'internationalise.

En 2012, alors que la guerre civile syrienne s'enlise et que les accusations de crimes de guerre se multiplient, la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires publient un communiqué commun dénonçant avec fermeté « ce régime sanguinaire qui a causé depuis vingt et un mois plus de 40 000 morts, contraint plus de 440 000 Syriens à se réfugier dans les pays limitrophes et qui a enfoncé le pays dans une logique de guerre ». Les trois syndicats « appellent la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination pour que soient enfin respectés les droits humains et que cesse cette barbarie » et « demandent que les responsables de crimes contre l'humanité commis en Syrie répondent de leurs actes devant la justice internationale »⁴.

Les réseaux oppositionnels de la CGT s'émeuvent d'une prise de position perçue comme une atteinte à la souveraineté nationale syrienne et un soutien à une intervention

2. Fondé en 2004 par des militants communistes opposés à la « mutation », le Pôle de renaissance communiste en France est un parti « marxiste-léniniste » attaché au centralisme démocratique, à la dictature du prolétariat et à la défense de l'expérience soviétique et qui milite pour la sortie de l'Union européenne.

3. « Biélorussie: se garder de la propagande et des objectifs de déstabilisation », communiqué du Front syndical de classe, 17 août 2020, <<http://frontsyndical-classe.over-blog.com/2020/08/bielorussie-se-garder-de-la-propagande-et-des-objectifs-de-destabilisation.html>>.

4. « Les syndicats français aux côtés du peuple syrien », déclaration commune CGT, FSU et Solidaires, 5 décembre 2012.

militaire occidentale contre la Syrie. Le Front syndical de classe juge ainsi que « Le mouvement syndical, quelle que soit son opinion sur tel ou tel régime, ne saurait s'inscrire d'une manière ou d'une autre dans les préparatifs d'une guerre impérialiste. Par leur communiqué, la CGT, la FSU et Solidaires, renouent avec le pire de l'histoire syndicale française : le ralliement de la CGT à l'Union sacrée en 1914 ! »⁵

La référence à l'Union sacrée en 1914 constitue un véritable marqueur d'infamie : de fait, durant la Première guerre mondiale, les minoritaires de la CGT, comme Pierre Monatte, le fondateur de *la Vie ouvrière*, s'opposaient à Léon Jouhaux et dénonçaient la collusion entre la CGT et le gouvernement d'Union sacrée. La CGT Unitaire (CGTU), fondée en 1922 après l'exclusion des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) de la CGT, s'est construite, tout comme le Parti communiste, dans le rejet de la guerre. Tout au long des années vingt, la CGTU, liée au PCF, participe aux luttes antimilitaristes, contre l'occupation de la Ruhr ou contre la guerre du Rif. La CGT est l'héritière de cette histoire et on comprend à quel point l'accusation de « s'inscrire dans les préparatifs d'une guerre impérialiste » formulée par les opposants à la direction confédérale relève d'un procès en trahison des valeurs fondamentales de la centrale de Montreuil.

Certains militants et certaines structures syndicales de la CGT vont plus loin dans le soutien au régime syrien. C'est le cas du syndicat CGT des cheminots de Versailles, dont deux représentants, Matthieu Bolle-Reddat et Axel Persson, se rendent à Damas en septembre 2015, à l'invitation de la Fédération syndicale mondiale à laquelle leur syndicat a adhéré en 2014⁶. 200 représentants syndicaux d'organisations affiliées à la FSM sont présents et apportent leur soutien au régime syrien. De fait, jusqu'en 2016, la FSM était présidée par le Syrien Muhammad Shaaban Azzouz, également président du syndicat unique en Syrie, l'Union générale des syndicats, soumis au pouvoir. Jamal Kadri, qui lui a succédé à la tête de l'organisation syrienne est encore aujourd'hui vice-président de la FSM.

En 2016, c'est un communiqué de la « Brigade Henri Krasucki du bataillon international pour la libération du Rojava », envoyé au syndicat des cheminots de Versailles et apportant son soutien aux salariés d'Air France poursuivis pour violences devant le tribunal de Bobigny, qui sème le trouble dans la confédération, qui découvre pour l'occasion que plusieurs militants de la CGT sont partis combattre en Syrie aux côtés des Kurdes contre Daech⁷. Comptant des syndicalistes français et britanniques, ce bataillon international est intégré aux forces

5. « Non à l'union sacrée contre la Syrie », communiqué du Front syndical de classe, 10 décembre 2012, <<http://frontsyndical-classe.over-blog.com/article-non-a-l-union-sacree-contre-la-syrie-113328900.html>>.

6. « Les voyages très politiques de deux secrétaires CGT en Ukraine et en Syrie », *L'Obs*, 7 octobre 2016, <<https://www.nouvelobs.com/monde/20161007.OBS9495/les-voyages-tres-politiques-de-deux-secretares-cgt-en-ukraine-et-en-syrie.html>>.

7. « Depuis la Syrie, le soutien de la brigade Henri Krasucki aux salariés d'Air France », *Liberation*, 28 septembre 2016, <https://www.liberation.fr/planete/2016/09/28/depuis-la-syrie-le-soutien-de-la-brigade-krasucki-aux-salaries-d-air-france_1513256>.

des YPG, la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), lui-même branche syrienne du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan.

Un communiqué de la CGT désavoue immédiatement les volontaires de ce « groupuscule » et leur dénie le droit d'utiliser le nom de l'ancien secrétaire général de la CGT. Depuis la Syrie, ces derniers répondent que le choix du nom d'Henri Krasucki pour leur brigade se veut un hommage au combat des FTP-MOI et des brigadistes internationaux durant la Guerre d'Espagne, alors qu'ils combattent « l'organisation fasciste Daech au côté du peuple kurde »⁸.

Des communistes libertaires aux maoïstes de l'OCML Voie prolétarienne qui animent le blog « Où va la CGT » en passant par le PRCF et le Front syndical de classe, l'ensemble des groupes d'opposition d'extrême gauche de la CGT condamnent le communiqué confédéral.

Comme la Syrie, la question chinoise divise la CGT. En 2019, c'est un texte de la confédération sur Hong Kong qui faisait réagir les adversaires de la direction confédérale. Dans un communiqué publié sur son site le 20 août, la CGT s'inquiétait notamment « de la situation des travailleuses et travailleurs et des droits humains à Hong Kong », dénonçait une « violente et aveugle répression » et relayait les revendications de la confédération syndicale Hong-Kongaise HKCTU⁹.

Dénonçant une « nouvelle attaque de la CGT contre la Chine », Jean-Pierre Page, l'ancien secrétaire général de l'union départementale CGT du Val-de-Marne, responsable du secteur international de la CGT de 1991 à 2000, critiquait sévèrement cette prise de position dans un texte paru sur le site *Le Grand Soir*. Pour Page, « À Hong Kong et comme à Moscou le rôle des ONG pilotées par Washington, Bruxelles ou Londres, des fondations US comme "le NED (*National Endowment for Democracy*), Freedom House, l'International Republican Institute, ou l'Open Society de Georges Soros" sont clairement identifiés de même que "la CSI" et "l'AFL-CIO" à travers son "Solidarity Center". [...] Ces derniers jours, des preuves ont été apportées sur l'étroite connexion revendiquée par les États-Unis, leurs représentants sur place et les principaux organisateurs de ces manifestations issus principalement d'ONG mettant directement en cause le statut de Hong Kong et son appartenance à la Chine. [...] La CGT devrait échanger et partager en toute indépendance avec tous les intéressés, pas avec certains et surtout pas avec d'autres. Il y a à Hong Kong plusieurs confédérations syndicales. Il fut un temps où la CGT entretenait des relations avec « la confédération de Hong Kong (HKCTU) », mais aussi avec la plus importante « confédération syndicale de Hong Kong » qui sur place entretient des relations de travail avec la Fédération des syndicats de Chine. [...] Il est à craindre que dans ce cas comme dans d'autres la CGT ne le fera pas parce qu'elle préfère s'en tenir à ce que la CSI et la CES lui recommandent de faire. Les raisons de ses renoncements en sont simples : les obligations strictes qui découlent des affiliations

8. « La brigade Henri-Krasucki répond à la bureaucratie CGT », *Alternative libertaire*, 30 septembre 2016, <<https://www.unioncommunistelibertaire.org/La-brigade-Henri-Krasucki-repond-a-la-bureaucratie-CGT>>.

9. « La CGT s'inquiète de la situation des travailleur-euse-s et des droits humains à Hong Kong », 20 août 2019, <<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/la-cgt-sinquiete-de-la-situation-des-travailleuses-et-des-droits-humains-hong>>.

internationales à ces deux organisations ne permettent pas la libre expression, pas plus pour la CGT que pour d'autres organisations. »¹⁰

Les communistes libertaires de la CGT étaient d'un tout autre avis et expliquaient que : « Jean-Pierre Page, référent politique de l'aile néostalinienne dans la CGT, [...] dénonce les manifestants comme de simples valets des capitalistes locaux et de l'impérialisme américain, manipulés par la CIA. Une vision complotiste qui rappelle la belle époque où PCF et CGT dénonçaient "les gauchistes" qui étaient déjà des marionnettes de la CIA... Il en veut pour preuve le soutien affiché de certains capitalistes et de cadres supérieurs aux manifestants. Sa position est simple au fond : les capitalistes de Hong Kong refusent l'intégration totale à la Chine socialiste et empêchent ainsi leurs travailleurs de bénéficier des bienfaits de la vie socialiste ! [...] Est-il donc si compliqué de comprendre que la masse de la population hongkongaise, qui connaît mieux que personne la dictature 3.0 imposée par le PCC, ne veut tout simplement pas y être soumise ? Serait-il devenu antimarxiste de considérer que la démocratie bourgeoise et le suffrage universel sont un moindre mal aux yeux des peuples face à une dictature ? [...] Page raisonne en fait comme au temps où certains pensaient qu'il fallait défendre inconditionnellement les pays du "camp" socialiste contre ceux du "camp" capitaliste. L'erreur déjà à l'époque était de s'épargner une réflexion matérialiste sur le camp supposé socialiste. Erreur que nous payons encore aujourd'hui du discrédit universel de l'idée même de communisme aux yeux des masses. »¹¹

Les deux textes illustrent des traditions encore vivaces dans la CGT, celle des communistes « orthodoxes » ou « néostaliniens » et celle des antistaliniens, trotskistes ou libertaires¹², qui coexistent au sein de la CGT. D'accord pour critiquer une orientation confédérale jugée trop timorée, ces tendances de fait ne forment pas une opposition homogène : elles n'ont pas le même regard sur l'histoire de la CGT et leurs désaccords idéologiques se manifestent en particulier sur les questions internationales.

ANTI-IMPÉRIALISME OU DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME ?

Au-delà de la diversité des situations, la question syrienne, la question chinoise et la question biélorusse présentent en fait des similarités.

Dans les trois cas, des régimes autoritaires, la dictature baassiste de Bachar el-Assad, le régime chinois et le régime d'Alexandre Loukachenko, qui s'est bâti sur le refus du démantèlement des structures de l'ex-République soviétique et la nostalgie de l'URSS,

10. <<https://www.legrandsoir.info/nouvelle-attaque-de-la-cgt-contre-la-chine.html>>.

11. Communistes libertaires de la CGT, « Hong Kong: Retour sur une polémique instructive », 20 novembre 2019, <<http://www.comunisteslibertairescgt.org/Hong-Kong-Retour-sur-une-polemique-instructive.html>>.

12. Qu'on retrouve notamment dans la tendance des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), <<https://www.syndicaliste.com/>>.

sont contestés par des oppositions derrière lesquelles les régimes en place voient la main de l'étranger.

Si l'accusation est évidemment fondée dans le cas syrien, les forces djihadistes ayant été soutenues par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour affaiblir un allié de l'Iran, l'accusation d'ingérence étrangère est plus incertaine pour ce qui est des manifestations en Biélorussie ou de la « révolution des parapluies » de Hong Kong.

Les communiqués officiels de la CGT ont pour point commun de mettre en avant la défense des droits humains et des libertés démocratiques comme le fait la Confédération syndicale internationale qui publie chaque année un rapport sur les droits des travailleurs dans le monde¹³.

Les réseaux oppositionnels « orthodoxes » de la CGT ont une autre grille de lecture héritée de la guerre froide : ils analysent le monde en termes de camp impérialiste et de camp anti-impérialiste. Dès lors, les révolutions de couleur dans l'espace post-soviétique comme les manifestations en Chine sont lues comme une tentative de déstabilisation orchestrée par l'Occident impérialiste dirigé par les États-Unis et le devoir des syndicats de lutte des classes doit être de soutenir la souveraineté des États en lutte contre les agressions impérialistes fomentées par la CIA et ses relais locaux, parmi lesquels figurent les syndicats réformistes. Cette grille de lecture « campiste » vaut pour la Syrie, la Chine, la Biélorussie, Cuba ou encore le Venezuela, ainsi que le souligne Michel Rogalski¹⁴.

Évoquant en 2008 les révolutions de couleur dans un numéro de la revue *Hérodote* consacré aux stratégies américaines aux marges de la Russie, Boris Petric, spécialiste de l'Asie centrale post-soviétique, met en garde contre les analyses superficielles « marquées par une polarisation simpliste : côté russe, la théorie du complot, consistant à voir dans ces révolutions essentiellement la main américaine ; de l'autre, la minimisation ostensible du rôle des ONG et des autres acteurs occidentaux dans les changements en cours »¹⁵. De fait, si les révolutions de couleur en Géorgie, en Ukraine comme en Biélorussie participent pour partie d'un « *soft power* » américain, elles traduisent aussi les attentes de changement des sociétés civiles locales.

Au fond, majorité confédérale et réseaux oppositionnels « orthodoxes » divergent sur le sens à donner à l'engagement international de la CGT, entre défense des droits humains et sociaux, de la paix et des libertés syndicales ou lutte contre l'impérialisme. Si les premiers reprochent aux seconds leur anti-impérialisme mécanique et une forme de complaisance pour les régimes autoritaires, les opposants orthodoxes mettent en garde la direction de la

13. Rapport 2020 de la CSI sur les droits des travailleurs dans le monde : <https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_globalrightsindex_2020_fr.pdf>.

14. Michel Rogalski, « Venezuela : tout ce qui bouge aux confins de l'Empire n'est pas forcément rouge », *Recherches internationales*, n° 116, octobre-décembre 2019, p. 208-214.

15. Boris Petric, « À propos des révolutions de couleur et du *soft power* américain », *Hérodote*, 2008/2 (n° 129), p. 7-20, <<https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-7.htm>>.

centrale contre toute naïveté et appellent la CGT à renouer avec son passé, inséparable de celui du mouvement communiste international et de ses structures syndicales.

LA CGT ET LE SYNDICALISME INTERNATIONAL DU SSI À LA CSI

La question du syndicalisme international et des affiliations de la CGT est aujourd'hui un vrai point de clivage à l'intérieur de la confédération. Il renvoie inévitablement à l'histoire qui fut celle de la CGT et du Parti communiste au xx^e siècle.

Lorsque la CGT se constitue en 1895, au congrès de Limoges, l'Internationale socialiste, ou II^e Internationale, existe depuis six ans et sa fondation en juillet 1889 au congrès de Paris, à l'initiative de Friedrich Engels. Marxistes et anarchistes cohabitent alors au sein de la II^e Internationale et en 1896, la CGT, comme d'autres syndicats, participe au IV^e congrès de l'Internationale socialiste, à Londres. Ce congrès est marqué par l'exclusion des anarchistes de l'Internationale.

Il faut attendre 1905 pour que se constitue l'embryon d'une Internationale syndicale distincte de l'Internationale politique: le Secrétariat syndical international (SSI), créé à Amsterdam. Le socialiste allemand Carl Legien, président de la puissante Commission générale des syndicats en Allemagne, devient président du SSI, dont l'activité se borne à l'origine à rassembler, traduire et rediffuser les rapports envoyés par les confédérations membres.

En 1913, les confédérations membres du SSI créent la Fédération syndicale internationale (FSI) lors du congrès de Zurich, qui se dote de secrétariats professionnels internationaux pour coordonner l'action internationale des fédérations de branche.

Le mois d'août 1914 marque la faillite de la FSI: à l'exemple de Léon Jouhaux appelant à «répondre présent à l'ordre de mobilisation» dans son discours prononcé lors des obsèques de Jean Jaurès, le 4 août 1914, les syndicats des pays belligérants soutiennent l'effort de guerre de leur pays et n'appellent pas à la grève générale. Le siège de la FSI est transféré de Berlin à Amsterdam, dans un pays neutre, sans que la FSI ne parvienne à enrayer la guerre.

Avant la Première Guerre mondiale, la question de la reconstruction du syndicalisme international se pose dans un contexte nouveau: la révolution russe d'octobre 1917 aboutit à la création de l'Internationale communiste (IC) proclamée le 2 mars 1919 à Moscou. De nombreux militants de la CGT, socialistes, syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes sont séduits par cette «grande lueur à l'Est»; à Moscou, on cherche parallèlement à s'appuyer sur les forces vives du syndicalisme révolutionnaire pour gagner la majorité dans le parti socialiste SFIO et construire un parti communiste de masse.

Mais si le courant favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste l'emporte au sein de la SFIO à l'occasion du congrès de Tours, en décembre 1920, la minorité révolutionnaire de la CGT ne parvient pas à l'emporter. Une partie de ses dirigeants, comme Alphonse Merrheim, de la Fédération des métaux, ou Georges Dumoulin rallient la majorité de Léon Jouhaux. Sur le plan international, la FSI reconstituée lors des conférences de Berne (5 au

9 février 1919) et d'Amsterdam (26 juillet-2 août 1919) compte 22 millions d'adhérents en 1920. Léon Jouhaux en est le vice-président.

La minorité révolutionnaire de la CGT s'élève contre le réformisme de l'Internationale d'Amsterdam et constitue des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) pour réorienter la CGT.

Le II^e congrès de l'Internationale communiste se tient à Moscou du 17 juillet au 27 août 1920. Plusieurs réunions de syndicalistes se tiennent à cette occasion et débouchent sur la création d'un Comité international provisoire des syndicats qui appelle à la création d'une Internationale syndicale révolutionnaire. Pour les bolcheviks, les syndicats constituent une section de l'Internationale communiste et s'il faut combattre les chefs réformistes de la Fédération syndicale internationale, il n'est pas question de créer une Internationale syndicale autonome de l'IC, mais plutôt de fédérer au sein de l'IC les tendances syndicales procommunistes organisées au sein des différentes confédérations.

L'année suivante, une délégation des CSR est présente lors du premier congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR), qui se tient à Moscou du 3 au 19 juillet 1921.

La résolution finale du congrès constitutif de l'ISR prévoit « l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les syndicats ouvriers rouges et le Parti communiste ». Pain bénit pour la majorité confédérale de la CGT qui dénonce la volonté de subordination du syndicat au parti communiste voulue par Moscou, la déclaration est désavouée par le comité central des CSR dans un texte signé notamment par Pierre Monatte, le rédacteur de *La Vie ouvrière*, Pierre Sémard et Gaston Monmousseau.

Cette volonté d'apaisement des communistes et de leurs alliés syndicalistes révolutionnaires n'est pas suffisante : refusant qu'une partie de ses sections et de ses unions départementales adhère à une internationale syndicale différente, qui plus est liée à une internationale politique, le Comité confédéral national (CCN) de la CGT, réuni en septembre 1921, condamne l'activité fractionnelle des CSR et vote l'exclusion de tous les syndicats qui refuseraient de quitter les CSR.

Ce vote du CCN de septembre 1921 est important : il conduit les syndicats oppositionnels de la CGT à convoquer un congrès des minoritaires en décembre 1921, qui aboutit à la création de la CGT unitaire (CGTU) au printemps 1922. L'année suivante, au congrès de Bourges, la CGTU adhère à l'Internationale syndicale rouge, dirigée par Alexandre Lozovsky. Si, dans un premier temps, à la demande de Monmousseau, soucieux de rassurer les syndicalistes révolutionnaires, la CGTU exige que l'article 11 des statuts de l'ISR – qui établissait un lien organique entre l'IC et l'ISR – soit abandonné, l'ISR fonctionne très vite comme une annexe de l'Internationale communiste dirigée de facto par le Parti communiste russe.

De 1921 à 1937, il existe donc deux grandes internationales syndicales : la FSI, dite « Internationale d'Amsterdam », dont fait partie la CGT, proche des partis sociaux-démocrates comme la SFIO ou le SPD allemand, et l'ISR, liée à l'Internationale communiste et à l'URSS, à laquelle appartient la CGTU.

Deux autres internationales syndicales, plus réduites, mais néanmoins actives doivent aussi être citées : la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) créée à La Haye en 1919, dont la CFTC fait partie, et l'AIT (Association internationale des travailleurs) créée à Berlin en 1922, qui a pour particularité de regrouper des groupes anarchistes et des syndicats anarcho-syndicalistes. La CGT syndicaliste-révolutionnaire (CGT-SR) fondée à Lyon en 1926 par Pierre Besnard et les libertaires qui avaient quitté la CGTU, adhère à l'AIT dont la principale section reste la CNT espagnole.

L'ISR disparaît en 1937 pour plusieurs raisons : l'interdiction des syndicats allemands consécutive à l'arrivée au pouvoir des nazis lui a porté un coup très dur ; elle amène l'Internationale communiste à abandonner la tactique « classe contre classe » mise en œuvre depuis 1928 et à appeler à l'unité d'action avec les socialistes contre le fascisme, dont le Front populaire constitue l'aboutissement en France.

L'existence de l'ISR constitue un obstacle au rapprochement avec la FSI et les partis sociaux-démocrates. En mars 1936, c'est la réunification de la CGT et de la CGTU au congrès de Toulouse. En URSS où l'ISR avait perdu toute autonomie, la répression frappe les anciens dirigeants de l'Internationale syndicale rouge soupçonnés de sympathies trotskistes : surveillé par le NKVD, Mikhaïl Tomski se suicide en août 1936. En Espagne, Andreu Nin, qui avait fui l'Union soviétique en 1930, est assassiné sur ordre du NKVD en juin 1937. Alexandre Lozovsky survit momentanément aux grandes purges : il est placé à la tête des éditions d'État de 1937 à 1939, puis de 1941 à 1948, il est chef adjoint puis chef du Sovinform-bureau, l'organe central de la propagande officielle soviétique. Durant la Seconde Guerre mondiale, il anime le Comité juif antifasciste. Accusé de sympathies « sionistes », il est exclu du Parti communiste, condamné à mort et exécuté en 1949.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le syndicalisme international, en sommeil pendant la guerre, se reconstitue à nouveau. Une première conférence, organisée à l'initiative du *Trade Union Congress* britannique, des syndicats américains et soviétiques se réunit à Londres du 6 au 17 février 1945, rassemblant 55 organisations syndicales. L'année suivante, le congrès de Paris, du 3 au 8 octobre 1945, marque la naissance de la Fédération syndicale mondiale (FSM), dont le secrétaire général est le Français Louis Saillant.

Héritière de la FSI, la FSM ne parvient pas à fédérer l'ensemble du mouvement syndical international : attachée au pluralisme syndical et à l'existence de syndicats chrétiens autonomes, la CISC refuse de la rejoindre. Surtout, la FSM est touchée de plein fouet par l'entrée dans la guerre froide à partir de 1947 et l'annonce du plan Marshall¹⁶. En mars 1948, une conférence des organisations soutenant le plan Marshall est organisée à Londres à l'initiative des Américains de l'AFL, rassemblant aussi bien des organisations appartenant à la FSM que des organisations sans affiliation internationale.

16. Jean-François Michel, « La scission de la Fédération syndicale mondiale (1947-1949) », *Le Mouvement social*, n° 117, « Problèmes du syndicalisme après 1945 », octobre-décembre, 1981, p. 33-52.

L'année suivante, une autre conférence se tient à Genève les 26 et 27 juin 1949, rassemblant des syndicats de trente pays, en présence de représentants de la CISC. Les négociations avec l'Internationale chrétienne tournent court : la CISC refuse de se fondre dans la nouvelle internationale syndicale en construction, préférant maintenir son autonomie.

Durant toute l'année 1949, les principales centrales non communistes abandonnent la FSM. À la fin de l'année 1949, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) est officiellement créée avec le soutien déterminant de l'AFL et de son émissaire en Europe, Irving Brown, par ailleurs agent de la CIA chargé de lutter contre les communistes et qui pèse de toute son poids pour la scission de la FSM. La CGT-Force ouvrière, fondée en 1947, y adhère, malgré les réticences initiales de Léon Jouhaux, le secrétaire général de FO qui ne voulait pas briser l'unité syndicale internationale¹⁷.

L'histoire de la FSM et de la CISL se confondent dès lors avec celle de la guerre froide. Comme l'ISR durant l'entre-deux-guerres, la FSM, dont le siège est fixé à Prague en 1951, est dominée par les syndicats soviétiques et constitue le relais syndical de l'URSS.

Les syndicats yougoslaves la quittent en 1950 lors de la crise titiste. Les syndicats chinois font de même en 1966. Lors du printemps de Prague de 1968, la FSM, la CGT et la CGIL italienne marquent leurs distances et condamnent l'invasion soviétique. En 1975, c'est au tour de la CGIL de quitter la FSM.

Symétriquement, la CISL, farouchement anticommuniste et dominée par les syndicats américains, se compromet avec de nombreux régimes autoritaires. C'est ainsi que l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD, Institut américain pour le développement de syndicats libres) est créé fin 1961, après le fiasco de la baie des Cochons, par l'AFL-CIO pour pénétrer à l'intérieur des syndicats latino-américains et y combattre l'influence communiste. Étroitement liée à l'ambassade américaine et à la CIA, l'AIFLD contribua de manière décisive à la chute de Salvador Allende et au coup d'État du général Pinochet en 1973.

Après la chute de l'URSS, les principaux syndicats des pays de l'ancien bloc de l'Est abandonnent la FSM, qui quitte Prague pour Athènes en 1995. La CGT se désaffilie à son tour la même année avant de rejoindre la Confédération européenne des syndicats (CES) en 1999¹⁸.

En 2006, la CISL et la Confédération mondiale du travail (CMT) – nouvelle dénomination de la CISC depuis 1968 – fusionnent pour fonder la Confédération syndicale internationale (CSI). Plusieurs syndicats sans affiliation internationale, comme la CGT, la CGIL et l'OPZZ polonaise, adhèrent à la CSI. La FSM reste à l'écart de ce processus, tout comme l'AIT, qui a connu de multiples scissions et ne regroupe plus aujourd'hui que quelques groupuscules anarchistes¹⁹. Avec 332 organisations syndicales affiliées, implantées

17. Tania Regin, « Force ouvrière à la lumière des archives américaines », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 87 | 2002, <<http://journals.openedition.org/chrhc/1666>>.

18. « La CGT fait son entrée à la Confédération européenne des syndicats », *Les Échos*, 17 mars 1999, <<https://www.lesechos.fr/1999/03/la-cgt-fait-son-entree-a-la-confederation-europeenne-des-syndicats-765305>>.

19. Seize syndicats d'inspiration anarcho-syndicaliste, comme la CNT espagnole ou la CNT française, l'ont quittée et sont aujourd'hui membres ou observateurs de la Confédération internationale du travail (CIT)

dans 163 pays et représentant plus de 200 millions d'adhérents en 2019, la CSI constitue aujourd'hui, et de très loin, la principale internationale syndicale.

CSI OU FSM? L'AFFILIATION INTERNATIONALE DE LA CGT EN DÉBAT

Tout autant contestée que son affiliation à la CES, la question de l'affiliation internationale de la CGT à la CSI est devenue un objet de débat qui oppose partisans et adversaires de la majorité confédérale.

Il faut rappeler ici que lors de la campagne de 2005 pour le référendum sur le Traité constitutionnel européen, le Comité confédéral national (CCN) de la CGT a appelé à voter pour le non contre l'avis du secrétaire général de l'époque, Bernard Thibault, et contre l'avis de la CES, favorable au oui. Comme la CSI, la CES regroupe depuis 1973 les syndicats affiliés à l'ex-CISL et à l'ex-CISC, soit la CGT-FO, la CFDT et la CFTC. L'adhésion de la CGT à la CES lui avait toujours été refusée en raison de son appartenance à la FSM. Le départ de la CGT de la FSM en 1995 à l'époque de Louis Viannet a permis à la CGT de négocier son adhésion à la CES quatre ans plus tard. Pour les adversaires de la ligne jugée « réformiste » de la majorité confédérale, la CES constituerait une confédération réformiste et proeuropéenne, qui défendrait des positions proches de celles de la CFDT. De fait, depuis le mois de mai 2019, c'est Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, qui préside la CES.

L'adhésion de la CGT à la CES constituerait une capitulation idéologique destinée à favoriser des convergences sur le terrain national avec la CFDT dans l'optique, jugée illusoire, d'un « syndicalisme rassemblé » défendu par la confédération.

L'épisode de 2005 et le soutien de la CES au TCE a marqué durablement les courants **oppositionnels** de la CGT et apporté du crédit à leurs critiques.

C'est dans ce contexte que plusieurs structures de la CGT, courants **oppositionnels constitués en associations**, unions départementales ou fédérations, ont opéré un retour à la FSM et militent ouvertement pour la réaffiliation de la CGT à la Fédération syndicale mondiale : ce mouvement de réaffiliation à la FSM, soutenu par le Front syndical de classe et le PRCF, est pour l'instant circonscrit aux unions départementales du Val-de-Marne et des Bouches-du-Rhône²⁰, ainsi qu'aux fédérations des industries chimiques (FNIC²¹), du commerce et des services²² et de l'agroalimentaire et des forêts (FNAF²³).

fondée à Parme en 2018.

20. « Une fin de congrès combative et des perspectives de luttes pour l'UD CGT des Bouches-du-Rhône », *La Marseillaise*, 15 juin 2019 < <https://www.lamarseillaise.fr/social/unc-fin-de-congres-combative-et-des-perspectives-de-luttes-pour-l-ud-cgt-des-bouches-du-rhone-AGLM076879> >.

21. La FNIC CGT a rejoint la FSM lors de son 39^e congrès, en avril 2014.

22. La Fédération CGT du commerce et des services s'est réaffiliée à la FSM à l'occasion de son 15^e congrès à Reims, en mars 2018.

23. La FNAF CGT est la seule fédération restée à la FSM après le départ de la CGT en 1995.

Les partisans d'un retour de la CGT à la FSM soulignent la justesse de la ligne de lutte des classes de la Fédération syndicale mondiale, son anti-impérialisme affiché ainsi que son renouveau concrétisé par l'adhésion de la COSATU, la grande centrale syndicale sud-africaine, à la FSM en 2012, après son départ de la CSI.

Présidée par George Mavrikos, la FSM affiche désormais 96 millions de travailleurs et est présente dans 130 pays. Ancien député au Parlement grec, George Mavrikos a été le secrétaire général du PAME, la puissante centrale syndicale liée au KKE, le Parti communiste grec, avant de prendre la tête de la FSM.

Mais si la Fédération syndicale mondiale séduit les tendances oppositionnelles de la CGT qui voient dans la question de l'affiliation internationale de la confédération le symbole d'une capitulation idéologique, d'un renoncement à la lutte des classes et d'une acceptation de la social-démocratie, d'autres syndicalistes sonnent l'alerte sur ce qui constituerait, selon eux, un retour en arrière.

Dans un article paru en 2013, Dan Gallin, président du Global Labour Institute et ancien secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA), l'une des fédérations syndicales internationales associée, à la CSI, voit par exemple dans la FSM la survivance d'un « stalinisme hydroponique », en d'autres termes, d'un stalinisme « hors-sol ». Il développe : « La FSM est aujourd'hui la principale organisation internationale à travers laquelle le stalinisme survit en tant qu'idéologie. Cela est dû à plusieurs facteurs, en premier lieu par sa composition. Bien qu'elle ait perdu une grande partie de ses membres traditionnels lorsque la plupart des organisations contrôlées par l'État du bloc soviétique se sont effondrées ou se sont transformées en syndicats affiliés à la CSI, elle conserve toujours une adhésion substantielle dans les autres États du bloc stalinien : Vietnam, Corée du Nord, Cuba. [...] La FSM a une autre source de soutien dans les loyautés politiques résiduelles de ses affiliés dans le "sud" mondial. Il s'agit essentiellement de deux centrales syndicales indiennes (*All India Trade Union Congress* [AITUC] et *Center of Indian Trade Unions* [CITU]), la *Confederación General de Trabajadores del Peru* (CGTP), la *Central Obrera Boliviana* (COB) et [...] la COSATU. Ce que toutes ces affiliations ont en commun, à part une longue histoire communiste, c'est qu'elles sont géographiquement et culturellement éloignées à une distance de sécurité [...] du bloc soviétique, généralement ignorantes ou indifférentes de ce qui est arrivé aux travailleurs en soixante-dix ans en URSS et en quarante ans de stalinisme en Europe centrale et orientale. »²⁴

Le renouveau de la FSM mis en avant par ses partisans comme Jean-Pierre Page laisse tout aussi circonspect Jean-Marie Pernot qui observe qu'« il est obligatoire pour s'en convaincre d'en croire les dirigeants. Car une autre singularité de la FSM est de ne publier aucune donnée vérifiable sur la réalité de ses effectifs et pas davantage sur ses sources de financement : il suffit depuis toujours qu'un adhérent, même isolé, vienne participer à

24. Dan Gallin, « La FSM ou le stalinisme hydroponique », <<https://syndicollectif.fr/la-fsm-ou-le-syndicalisme-hydroponique/>>.

une rencontre quelconque ou à un congrès pour que son syndicat et ses effectifs soient comptabilisés en autant d'adhérents de la FSM.»²⁵ Le chercheur met en cause le syndicalisme purement incantatoire de la Fédération syndicale mondiale, sa dénonciation de la répression dans les démocraties occidentales, mais son silence sur les atteintes aux libertés publiques dans les régimes autoritaires au nom de la défense de la souveraineté nationale. Surtout, pour Jean-Marie Pernot, les fédérations syndicales internationales (FSI, ou Global Unions), nouvelle dénomination des Secrétariats professionnels internationaux (SPI), désormais coordonnées au sein de la CSI, sont des outils capables de mettre en œuvre des campagnes de revendications internationales, travail que la FSM et son syndicalisme incantatoire n'ont jamais mené.

Alors que l'hiver 2018-2019 était marqué par le mouvement des «Gilets jaunes», le congrès confédéral de Dijon, qui se déroule du 13 au 17 mai 2019, voit deux lignes politiques et syndicales s'affronter à propos du bilan du mouvement des «Gilets jaunes» et des affiliations internationales de la CGT.

Le mouvement des «Gilets jaunes» a en effet cristallisé le mécontentement des adversaires de Philippe Martinez, qui reprochent à la direction confédérale sa défiance initiale à l'encontre d'un mouvement né sur les réseaux sociaux et porté par des figures de l'extrême droite contre la hausse des prix du carburant. En décembre 2018, plusieurs syndicats en désaccord avec la ligne confédérale (Goodyear, Vallourec, Info'Com) et proches de l'extrême gauche appellent la CGT à rejoindre franchement les «Gilets jaunes» et rédigent un texte d'orientation alternatif prônant un syndicalisme révolutionnaire plutôt que le dialogue social. Ils appellent à quitter la CFS et la CSI et «renouer des relations avec les organisations syndicales de lutte de classe, au niveau mondial», allusion voilée, mais parfaitement claire, à la FSM.

Bernard Thibault, sortant de sa réserve, leur répond dans un texte appelant à ne pas renoncer à «être présent dans le concert européen» en quittant la CES²⁶.

Les critiques des opposants à la ligne confédérale, proches de la mouvance communiste orthodoxe ou de l'extrême gauche, s'expriment avec vigueur lors du vote sur le rapport d'activité et surtout lors du vote de la partie internationale du projet de document d'orientation soumis aux congressistes réunis à Dijon. Alors que le texte initial affirmait que «Pour la CGT, il s'agit de rechercher constamment l'échange et l'unité avec toutes les organisations syndicales possibles, affiliées ou non à la CES et à la CSI.», un amendement est déposé par les opposants afin de rajouter la mention «et à la FSM» à la fin du texte. L'amendement est adopté contre l'avis de la direction par 469 voix contre 294 et une centaine d'abstentions²⁷.

25. Jean-Marie Pernot, «Actualités de la FSM ou "le retour des morts-vivants"», <<https://syndicollectif.fr/apres-jean-pierre-page-un-article-de-jean-marie-pernot-sur-la-fsm/>>.

26. «Bernard Thibault se réinvite dans les débats de la CGT», *Le Monde*, 19 avril 2019, <https://www.lemonde.fr/economic/article/2019/04/19/bernard-thibault-se-reinvite-dans-les-debats-de-la-cgt_5452480_3234.html>.

27. «Revers pour Philippe Martinez au troisième jour du Congrès de la CGT», *Le Monde*, 15 mai 2019, <<https://www.lemonde.fr/economic/article/2019/05/15/revers-pour-philippe-martinez-au-troisieme>>.

Si l'ajout de la mention n'implique pas véritablement de conséquences concrètes pour la CGT et ses affiliations internationales, le vote est révélateur d'une division de la confédération sur les questions internationales, de l'insatisfaction d'une grande partie des militants et des responsables de la CGT vis-à-vis des prises de position jugées timorées de la CES et de la CSI et de leur souhait d'un syndicalisme international plus combatif, même si tous les congressistes sont loin de partager l'enthousiasme des relais français de la FSM pour la centrale athénienne.

Naturellement internationaliste, la CGT est aujourd'hui divisée sur les questions internationales. Ses prises de position sont contestées par des réseaux oppositionnels qui militent pour un retour de la confédération à la Fédération syndicale mondiale, une perspective qui séduit une partie des militants, mais horrifie la plupart des dirigeants cégétistes, qui y voient un prétexte pour affaiblir la direction confédérale et une nostalgie déplacée pour l'un des derniers vestiges du stalinisme.

Face aux défis de la crise sanitaire, sociale et écologique, les réponses de la CGT, qui n'hésite plus à discuter avec des ONG écologistes, sont observées au-delà des rangs de la centrale de Montreuil.

Les débats qui traversent la CGT résonnent également au sein du Parti communiste où l'appartenance du PCF au Parti de la gauche européenne (PGE) ne va pas de soi et où les oppositions internes, souvent proches des courants oppositionnels de la CGT, militent pour un rapprochement avec les partis communistes « orthodoxes » de l'Initiative des partis communistes et ouvriers²⁸.

À cet égard, les choix internationalistes de la CGT continueront d'être scrutés : face à la mondialisation de l'économie capitaliste, aux guerres et aux migrations, les réponses apportées par le syndicalisme international seront déterminantes, non seulement pour les organisations syndicales, mais pour l'ensemble du camp progressiste.

INDEX DES SIGLES UTILISÉS

Syndicats :

AFL-CIO : Fédération américaine du travail – Congrès des organisations industrielles

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

CGIL : Confédération générale italienne du travail

CGT : Confédération générale du travail

CGT-FO : Confédération générale du travail – Force ouvrière

CGT-SR : Confédération générale du travail – Syndicaliste révolutionnaire

CGTU : Confédération générale du travail unitaire

[jour-du-congres-de-la-cgt_5462575_3234.html](#)>.

28. Rassemblement d'une trentaine de partis communistes « orthodoxes » fondé en 2013 à l'initiative du KKE. En France, le PRCF et le PCRF en font partie.

CNT : Confédération nationale du travail

COSATU : Congrès des syndicats sud-africains

CSR : Comités syndicalistes révolutionnaires (*tendance syndicale de la CGT en 1921 à l'origine de la création de la CGTU*)

PAME : Front militant de tous les travailleurs (*syndicat grec lié au KKE*)

OPZZ : Entente nationale polonaise des syndicats

Partis politiques :

KKE : Parti communiste grec

PCF : Parti communiste français

PCRE : Parti communiste révolutionnaire en France

PRCF : Pôle de renaissance communiste en France

Regroupements internationaux de syndicats :

CES : Confédération européenne des syndicats

CISC : Confédération internationale des syndicats chrétiens

CIL : Confédération internationale des syndicats libres

CMT : Confédération mondiale du travail

CSI : Confédération syndicale internationale

FSI : Fédération syndicale internationale

FSM : Fédération syndicale mondiale

ISR : Internationale syndicale rouge

SI : Secrétariat syndical international

Regroupements internationaux de partis politiques :

AIT : Association internationale des travailleurs

IC : Internationale communiste

PGE : Parti de la gauche européenne

Autres sigles :

CCN : Comité confédéral national (*le « parlement » de la CGT*)

FT PMOI : Francs-tireurs et partisans - Main d'œuvre immigrée

NKVD : Commissariat du peuple aux affaires intérieures (*police politique de l'URSS*)

TCE : Traité constitutionnel européen